

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article7941>

Chavez va corriger sa réforme des services secrets

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : dimanche 8 juin 2008

Spyworld Actu

Hugo Chavez a annoncé samedi la suspension d'une réforme controversée des services secrets, qui avait été adoptée fin mai ; le président vénézuélien reconnaît qu'elle comporte « quelques erreurs ». Pour l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme, très critiques, le texte, qui règlemente les activités d'espionnage et de contre-espionnage, encourage la délation anonyme.

« Si une personne refuse de coopérer, nous allons l'envoyer en prison...Cela dépasse les limites, nous devons revoir cette loi, nous ne pouvons pas défendre l'indéfendable », a finalement reconnu Hugo Chavez ce samedi, face à la montée des mécontentements.

C'est l'article 16 du décret, qui a provoqué cette levée de boucliers des dirigeants de l'opposition, des associations de défense des droits de l'homme, et plus récemment, de l'Eglise : il oblige tous les citoyens à se convertir en délateurs anonymes afin d'assurer la sécurité de la Nation, sous peine d'emprisonnement en cas de refus. Et si un Vénézuélien ou un étranger est arrêté par les services de renseignement, il reste enfermé jusqu'à la fin de l'investigation, sans avoir le droit à une assistance juridique, ni à la présomption d'innocence.

La polémique est aussi née de la façon dont la loi a été entérinée : Hugo Chavez a utilisé les pleins pouvoirs octroyés l'an dernier par un Parlement tout acquis à sa cause, suite au boycott de l'opposition. Une norme anti-constitutionnelle selon les juristes, car les droits de l'homme ne peuvent être restreints par décret présidentiel, mais par la loi, c'est à dire une norme issue du Parlement.

Hugo Chavez a finalement promis qu'il « n'obligerait jamais les gens à dire ce qu'ils ne veulent pas dire, car les lois doivent défendre la liberté et la démocratie » : une façon de rassurer ses partisans, à six mois des élections régionales qui pourraient être gagnées par l'opposition.

Post-scriptum :

<http://www.rfi.fr/actufr/articles/1...>